

LES FINANCES

LETTRE DE LA «NATIONAL CITY BANK»
AU MINISTRE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je voudrais répondre à la question que m'a posée hier le député de Qu'Appelle, qui demandait s'il existait une lettre écrite un mois avant la rencontre du ministre d'État (M. Gordon), alors ministre des Finances, avec MM. Rockefeller et McFadden. J'ai consulté les dossiers et je me suis entretenu avec mon collègue, le ministre d'État.

L'hon. M. Starr: Lequel, celui sur les banquettes d'avant ou sur les banquettes d'arrière?

L'hon. M. Sharp: La seule lettre de la *National City Bank*, adressée au ministre des Finances et figurant au dossier, porte une date antérieure de deux jours à la réunion du 18 juillet et se borne à confirmer un rendez-vous.

[Plus tard]

L'hon. Alvin Hamilton (Qu'Appelle): Monsieur l'Orateur, j'aimerais des précisions sur certains points de la réponse du ministre des Finances au sujet de la lettre qu'aurait écrite la *First National City Bank of New York*. Le ministre a-t-il bien dit qu'il n'était remonté qu'un mois en arrière dans les recherches qu'il a faites dans ses dossiers, ou est-il retourné un peu plus loin?

M. l'Orateur: A l'ordre. Je doute de la recevabilité de cette question. Le député est en train d'amorcer un débat avec le ministre. Je ne veux pas empêcher le député d'obtenir des renseignements, mais il me semble qu'on ne devrait pas pousser cette question plus loin.

L'hon. M. Hamilton: Monsieur l'Orateur, la question est urgente, car ce groupe de personnes doit présenter un mémoire au comité permanent la semaine prochaine. Vu les rumeurs qui circulent dans les milieux financiers voulant que certains de leurs témoignages ne nous aient pas déjà été communiqués, nous aimerions savoir à quoi nous attendre. Ma question n'exige comme réponse qu'un oui ou un non. Je n'essaie pas de causer des ennuis au ministre, mais a-t-il consulté ses dossiers pour le mois dernier ou ses recherches l'ont-elles ramené plus loin en arrière?

L'hon. M. Sharp: A la suite de minutieuses recherches dans les dossiers, la seule lettre
[M. Richard.]

adressée au ministre des Finances par la *First National City Bank* que nous ayons pu trouver était celle dont je viens de parler.

J'ajoute que la mention d'une pareille lettre dans le livre de M. Gordon m'a laissé un peu perplexe. J'ai eu ainsi le plaisir de relire le livre, mais je n'y ai trouvé aucune mention de ce genre.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition): C'est la première fois que le ministre éprouve du plaisir à lire l'ancien ministre des Finances. Si je n'avais fait que cela, j'aurais fait un apport très utile. J'aimerais demander au ministre d'État qui rougit, invisible et silencieux, si l'on a correctement rapporté ses paroles à l'effet qu'on a exercé de fortes pressions sur lui, lorsqu'il était ministre des Finances, pour provoquer un changement de la décision du gouvernement canadien sur les règlements qui s'appliqueraient à la *Mercantile Bank*?

M. l'Orateur: Je ne crois pas que la question soit admissible. Je ne vois pas comment on peut poser cette question au ministre vu ses fonctions actuelles au sein de l'administration.

Une voix: Il n'en a pas.

Le très hon. M. Diefenbaker: Je suis sûr que le ministre, à titre de membre du cabinet, a des fonctions qui couvrent tout. Je crois qu'il était prêt à répondre à ma question.

M. l'Orateur: C'est ce que je craignais. Le ministre d'État veut-il poser la question de privilège?

L'hon. Walter L. Gordon (ministre d'État): Je pose la question de privilège, monsieur l'Orateur. Permettez-moi de dire combien je suis heureux d'apprendre que le très honorable représentant a passé tant de temps à lire mon livre. Je l'en remercie.

Le très hon. M. Diefenbaker: Je suis heureux d'apprendre que la conclusion que j'ai tirée hier était bien fondée.

L'hon. M. Hamilton: Puis-je poser une dernière question au ministre des Finances? La lettre de la *National City Bank*, que le ministre a mentionnée, confirmait un rendez-vous. La banque et le ministre ont donc dû entrer en contact d'une façon ou d'une autre pour que ce rendez-vous soit pris. La lettre a-t-elle été envoyée par la *National City Bank* ou par le ministre des Finances?